

Coordonnateur de projet de solidarités

RNCP41124 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Code(s) NSF	332n, 341p
Formacode(s)	13175, 12523, 13016, 32135
Code(s) ROME	K1802, M1403, K1404, M1402, M1302
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'enregistrement	18/07/2025
Date d'échéance	18/07/2030

Certificateur(s)

IFAID · SIRET : 33884976300036

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Le métier de Coordonnateur de projet de solidarités a connu une évolution significative ces dernières décennies, marquée par une complexification des enjeux de la solidarité, une montée en compétences des acteurs et une diversification des financements. Initialement centré sur l'aide au développement et la gestion de l'urgence, ce métier s'est transformé pour inclure la gestion stratégique, le pilotage multi-acteurs et l'évaluation d'impact des projets.

Le renouvellement de cette certification s'inscrit dans un contexte où plusieurs transformations majeures impactent le secteur :

- L'évolution des politiques publiques et des financements internationaux : La loi n° 2021-1031 du 4 août 2021 sur le développement solidaire impose des objectifs d'efficacité et de redevabilité renforcés, nécessitant une maîtrise avancée des logiques d'évaluation, de suivi budgétaire et de financement hybride (subventions, fonds privés, ESS, financement participatif, etc.).
- L'intégration des enjeux des transitions écologiques et sociales : Les professionnels doivent désormais intégrer les dimensions environnementales et sociales dans leurs stratégies d'intervention et savoir mobiliser les bailleurs de fonds et partenaires institutionnels autour de projets à fort impact territorial et sociétal.
- L'essor du numérique et des nouvelles méthodologies de gestion de projet : Le pilotage à distance, la gestion d'équipes interculturelles et la collecte de données via des outils collaboratifs avancés font désormais partie des compétences requises au niveau cadre.
- L'augmentation des crises globales et leur impact sur la solidarité : Les conflits, les migrations et les catastrophes environnementales nécessitent des capacités d'analyse stratégique, d'adaptation rapide et de gestion des risques à un niveau d'expertise élevé.

Le Coordonnateur de projet de solidarités intervient désormais comme un expert capable de concevoir et piloter des stratégies complexes, en assurant la mise en œuvre et l'évaluation de projets impliquant une diversité d'acteurs et de ressources. Il ne se limite plus à une fonction opérationnelle, mais assume une responsabilité décisionnelle élevée, impliquant :

- L'élaboration de stratégies territoriales et internationales, avec une capacité à aligner les projets sur les politiques publiques, les ODD et les financements internationaux.
- Le pilotage budgétaire et la gestion financière avancée, intégrant l'optimisation des ressources et la diversification des financements.
- La gouvernance et la gestion des partenariats stratégiques, incluant la négociation avec des institutions, des entreprises sociales et des bailleurs internationaux.

- L'évaluation d'impact et la mesure de la performance des projets, par le biais de méthodologies rigoureuses et d'outils numériques spécialisés.

ACTIVITÉS VISÉES

Réalisation d'un diagnostic territorial

Initiation de partenariats sur un territoire

Conception de projet

Pilotage et évaluation du projet

Management d'équipe

Animation d'un réseau et sensibilisation d'acteurs

Réalisation d'un diagnostic organisationnel incluant une analyse économique

Elaboration de stratégie et consolidation du modèle économique

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Conduire une analyse exploratoire en s'appuyant sur une méthodologie de recherche documentaire pour identifier et sélectionner des sources documentaires pertinentes (données secondaires) en vue de présenter un exposé du contexte documenté et structuré permettant de s'acculturer aux enjeux (géopolitiques, sociétaux, environnementaux) à l'échelle d'un territoire et d'appréhender leur complexité, préalable à une enquête terrain.

Concevoir une méthodologie d'enquête en s'appuyant sur une approche systémique, et utilisant des outils méthodologiques et informatiques de collecte d'information adaptés (cartographie, questionnaires, entretiens), en vue de produire une note méthodologique à destination du commanditaire de l'enquête territoriale.

Piloter une enquête, en mettant en œuvre le processus structuré défini en amont et en s'appuyant sur des questionnaires adaptés, en vue de collecter les informations auprès des acteurs du territoire (données primaires) et d'analyser les résultats.

Proposer un plan d'action, en s'appuyant sur les données significatives ressortant de l'enquête, en vue de préparer l'élaboration d'un projet en réponse aux besoins et problématiques identifiés via l'enquête.

Présenter les résultats du diagnostic territorial auprès des parties prenantes et décideurs en synthétisant l'information de façon structurée et attrayante, et en mobilisant des techniques de communication afin de donner des éléments utiles à une prise de décision éclairée sur le plan d'action à suivre.

Établir des partenariats durables sur le territoire en ayant au préalable identifié les acteurs, leurs typologies et statuts en s'appuyant sur la mise en place de forums participatifs, réponse en consortium à des appels à projet, ou élaboration de conventions de partenariats, en vue de tisser des liens avec son écosystème, créer des synergies et favoriser le développement de projets concertés.

Structurer un projet de manière concertée en s'appuyant sur un cadre logique tenant compte des enjeux sociétaux en vue de préciser les actions à mener, les résultats visés, et les moyens pour y parvenir.

Préparer un planning prévisionnel en détaillant les actions à mener, les ressources mobilisées et le temps nécessaire pour les mettre en œuvre, en vue de s'accorder avec les acteurs du projet et le commanditaire sur les principales échéances attendues.

Élaborer un budget prévisionnel et une stratégie de financement, en s'appuyant l'inventaire des ressources nécessaires à la réalisation du projet, en vue de répondre à un appel à projet et le défendre devant un financeur.

Piloter un projet en s'appuyant des outils de gestion de projet et des méthodes de suivi des actions, d'anticipation et de réduction des risques, en vue de tenir les délais et engagement pris avec le commanditaire et de mieux prévoir, le cas échéant, les actions utiles à la résolution de problème.

Accompagner les prises de décisions tout au long du projet en tenant compte grands enjeux sociétaux et des objectifs de développement durable (publics en situation de minorité, précarité, exclusion : sécurité alimentaire, accès au logement, droits des femmes, jeunes, enfants, question du genre, migrants/demandeurs d'asile, impact environnemental, biodiversité, protection animale, etc.) en s'appuyant sur le cadre légal des bénéficiaires et des sources d'informations accréditées (ex. Ademe) afin d'inscrire son action dans le respect de l'environnement, des publics, et des lois.

Suivre un projet en développement, en utilisant et en mettant à jour les outils notamment digitaux adaptés en vue d'effectuer le suivi budgétaire et de mettre à jour des indicateurs de suivi et de mesure des résultats obtenus nécessaires au reporting.

Réaliser un rapport à destination interne (équipes, bénéficiaires, siège, gouvernance) et externe (partenaires, parties prenantes, financeurs) sur son projet, en utilisant des outils de communications adaptés en vue d'informer les parties prenantes sur les principales réussites, difficultés, délais et risques éventuels, et évolutions possibles du projet, dans les temps définis et en adéquation avec les exigences des financeurs.

Évaluer un projet, en s'appuyant sur des outils de mesure d'impact, d'évaluation et sur des procédures d'audit, en vue de transmettre aux financeurs et aux parties prenantes le bilan quantitatif et qualitatif, les éléments preuve des résultats obtenus, de l'impact et de la qualité du projet.

Capitaliser sur l'expérience acquise au cours du projet en s'appuyant sur les données issues des évaluations de projet, des ateliers d'échanges avec les acteurs, en vue de renforcer les compétences des acteurs du projet et de favoriser le développement d'une démarche d'amélioration continue

Recruter des ressources humaines dans un cadre associatif (bénévoles, volontaires, salariés), et dans le respect des différences et de la diversité (genre, culture, handicap...), en s'appuyant sur des outils et méthodes de recrutement, en vue de compléter l'équipe dédiés au projet et déployer les activités en lien dans de bonnes conditions

Superviser une équipe composée de bénévoles, volontaires, et/ou salariés, en présentiel ou à distance, en s'appuyant sur des outils et méthodes de management, cadrage projet, et d'animation d'équipe, dans le respect des différences et de la diversité (genre, culture, handicap...) et en tenant compte du droit du travail, en vue de répondre de façon adéquate aux situations rencontrées dans le cadre professionnel.

Favoriser de bonnes conditions de travail pour soi et pour les acteurs du projet, en s'appuyant sur des outils de communication interne, et des techniques de gestion du stress ou de résolution de conflits, en vue de mettre en œuvre des projets de solidarité.

Coordonner un réseau d'acteurs en s'appuyant sur des méthodes et outils de facilitation de groupes et d'intelligence collective, en vue de mobiliser des ressources et des partenaires et de les faire travailler ensemble autour d'un projet ou d'un événement.

Résoudre les éventuels conflits entre acteurs en adaptant sa communication et son langage en fonction de son interlocuteur, de l'environnement culturel, du niveau de connaissance, d'expérience, de vulnérabilité, en s'appuyant sur des techniques de communication, et des grilles de lectures concernant les différences interculturelles, en vue d'accompagner le changement au sein du collectif.

Animer des ateliers de sensibilisation ou de mobilisation sociale en s'appuyant sur des techniques de formation, et des outils d'éducation populaire, en vue de générer une prise de conscience et passage à l'action de la société civile autour de problématiques sociétales et environnementales, ou de répondre à des besoins de publics vulnérables.

Concevoir de manière concertée une méthodologie de diagnostic organisationnel, en s'appuyant sur des outils et grilles de questionnement de l'ensemble des composantes d'une organisation de solidarité (histoire, valeurs, identité de la structure, modèle de gouvernance, activité, ressources humaines, modèle économique, relations partenariales...) en vue de recueillir les informations nécessaires à l'élaboration de la stratégie de l'organisation.

Analyser la situation économique et financière d'une organisation en s'appuyant sur le bilan, compte-de résultat, plan de trésorerie, en vue de faciliter la décision sur le financement de nouveaux projets ou l'évolution du modèle économique.

Définir la stratégie d'une organisation en s'appuyant sur l'analyse systémique des données recueillies dans la phase de diagnostic organisationnel et l'utilisation de modèles économiques intégrant la responsabilité sociale des organisations (RSO), en vue de consolider durablement l'organisation.

Construire une stratégie et un plan de communication en s'appuyant sur des techniques et outils de communication adaptés, en vue de communiquer en interne et en externe sur l'organisation et de convaincre le public visé de la pertinence du projet porté.

Blocs de compétences

RNCP41124BC01 — Réaliser un diagnostic en mobilisant les acteurs d'un territoire

LISTE DE COMPÉTENCES

Conduire une analyse exploratoire en s'appuyant sur une méthodologie de recherche documentaire pour identifier et sélectionner des sources documentaires pertinentes (données secondaires) en vue de présenter un exposé du contexte documenté et structuré permettant de s'acculturer aux enjeux (géopolitiques, sociétaux, environnementaux) à l'échelle d'un territoire et d'appréhender leur complexité, préalable à une enquête terrain.

Concevoir une méthodologie d'enquête en s'appuyant sur une approche systémique, et utilisant des outils méthodologiques et informatiques de collecte d'information adaptés (cartographie, questionnaires, entretiens), en vue de produire une note méthodologique à destination du commanditaire de l'enquête territoriale.

Piloter une enquête, en mettant en œuvre le processus structuré défini en amont et en s'appuyant sur des questionnaires adaptés, en vue de collecter les informations auprès des acteurs du territoire (données primaires) et d'analyser les résultats.

Proposer un plan d'action, en s'appuyant sur les données significatives ressortant de l'enquête, en vue de préparer l'élaboration d'un projet en réponse aux besoins et problématiques identifiés via l'enquête.

Présenter les résultats du diagnostic territorial auprès des parties prenantes et décideurs en synthétisant l'information de façon structurée et attrayante, et en mobilisant des techniques de communication afin de donner des éléments utiles à une prise de décision éclairée sur le plan d'action à suivre.

Établir des partenariats durables sur le territoire en ayant au préalable identifié les acteurs, leurs typologies et statuts en s'appuyant sur la mise en place de forums participatifs, réponse en consortium à des appels à projet, ou élaboration de conventions de partenariats, en vue de tisser des liens avec son écosystème, créer des synergies et favoriser le développement de projets concertés.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Travaux écrits en collectif, soutenances orales, étude de cas en individuel

RNCP41124BC02 — Concevoir et piloter un projet de solidarité intégrant des enjeux de transition écologique et/ou sociale

LISTE DE COMPÉTENCES

Structurer un projet de manière concertée en s'appuyant sur un cadre logique tenant compte des enjeux sociétaux en vue de préciser les actions à mener, les résultats visés, et les moyens pour y parvenir.

Préparer un planning prévisionnel en détaillant les actions à mener, les ressources mobilisées et le temps nécessaire pour les mettre en œuvre, en vue de s'accorder avec les acteurs du projet et le commanditaire sur les principales échéances attendues.

Élaborer un budget prévisionnel et une stratégie de financement, en s'appuyant l'inventaire des ressources nécessaires à la réalisation du projet, en vue de répondre à un appel à projet et le défendre devant un financeur.

Piloter un projet en s'appuyant des outils de gestion de projet et des méthodes de suivi des actions, d'anticipation et de réduction des risques, en vue de tenir les délais et engagement pris avec le commanditaire et de mieux prévoir, le cas échéant, les actions utiles à la résolution de problème.

Accompagner les prises de décisions tout au long du projet en tenant compte grands enjeux sociétaux et des objectifs de développement durable (publics en situation de minorité, précarité, exclusion : sécurité alimentaire, accès au logement, droits des femmes, jeunes, enfants, question du genre, migrants/demandeurs d'asile, impact environnemental, biodiversité, protection animale, etc.) en s'appuyant sur le cadre légal des bénéficiaires et des sources d'informations accréditées (ex. Ademe) afin d'inscrire son action dans le respect de l'environnement, des publics, et des lois.

Suivre un projet en développement, en utilisant et en mettant à jour les outils notamment digitaux adaptés en vue d'effectuer le suivi budgétaire et de mettre à jour des indicateurs de suivi et de mesure des résultats obtenus nécessaires au reporting.

Réaliser un rapport à destination interne (équipes, bénéficiaires, siège, gouvernance) et externe (partenaires, parties prenantes, financeurs) sur son projet, en utilisant des outils de communications adaptés en vue d'informer les parties prenantes sur les principales réussites, difficultés, délais et risques éventuels, et évolutions possibles du projet, dans les temps définis et en adéquation avec les exigences des financeurs.

Évaluer un projet, en s'appuyant sur des outils de mesure d'impact, d'évaluation et sur des procédures d'audit, en vue de transmettre aux financeurs et aux parties prenantes le bilan quantitatif et qualitatif, les éléments preuve des résultats obtenus, de l'impact et de la qualité du projet.

Capitaliser sur l'expérience acquise au cours du projet en s'appuyant sur les données issues des évaluations de projet, des ateliers d'échanges avec les acteurs, en vue de renforcer les compétences des acteurs du projet et de favoriser le développement d'une démarche d'amélioration continue

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas en individuel, mise en situation collective et soutenance orale

RNCP41124BC03 — Manager des ressources humaines et animer des partenariats dans un projet de solidarité

LISTE DE COMPÉTENCES

Recruter des ressources humaines dans un cadre associatif (bénévoles, volontaires, salariés), et dans le respect des différences et de la diversité (genre, culture, handicap...), en s'appuyant sur des outils et méthodes de recrutement, en vue de compléter l'équipe dédiés au projet et déployer les activités en lien dans de bonnes conditions

Superviser une équipe composée de bénévoles, volontaires, et/ou salariés, en présentiel ou à distance, en s'appuyant sur des outils et méthodes de management, cadrage projet, et d'animation d'équipe, dans le respect des

différences et de la diversité (genre, culture, handicap...) et en tenant compte du droit du travail, en vue de répondre de façon adéquate aux situations rencontrées dans le cadre professionnel.

Favoriser de bonnes conditions de travail pour soi et pour les acteurs du projet, en s'appuyant sur des outils de communication interne, et des techniques de gestion du stress ou de résolution de conflits, en vue de mettre en œuvre des projets de solidarité.

Coordonner un réseau d'acteurs en s'appuyant sur des méthodes et outils de facilitation de groupes et d'intelligence collective, en vue de mobiliser des ressources et des partenaires et de les faire travailler ensemble autour d'un projet ou d'un événement.

Résoudre les éventuels conflits entre acteurs en adaptant sa communication et son langage en fonction de son interlocuteur, de l'environnement culturel, du niveau de connaissance, d'expérience, de vulnérabilité, en s'appuyant sur des techniques de communication, et des grilles de lectures concernant les différences interculturelles, en vue d'accompagner le changement au sein du collectif.

Animer des ateliers de sensibilisation ou de mobilisation sociale en s'appuyant sur des techniques de formation, et des outils d'éducation populaire, en vue de générer une prise de conscience et passage à l'action de la société civile autour de problématiques sociétales et environnementales, ou de répondre à des besoins de publics vulnérables.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas en individuel et soutenance orale, mises en situation orales et écrite en individuel

RNCP41124BC04 — Définir et mettre en œuvre la stratégie d'une structure de solidarité

LISTE DE COMPÉTENCES

Concevoir de manière concertée une méthodologie de diagnostic organisationnel, en s'appuyant sur des outils et grilles de questionnement de l'ensemble des composantes d'une organisation de solidarité (histoire, valeurs, identité de la structure, modèle de gouvernance, activité, ressources humaines, modèle économique, relations partenariales...) en vue de recueillir les informations nécessaires à l'élaboration de la stratégie de l'organisation.

Analyser la situation économique et financière d'une organisation en s'appuyant sur le bilan, compte-de résultat, plan de trésorerie, en vue de faciliter la décision sur le financement de nouveaux projets ou l'évolution du modèle économique.

Définir la stratégie d'une organisation en s'appuyant sur l'analyse systémique des données recueillies dans la phase de diagnostic organisationnel et l'utilisation de modèles économiques intégrant la responsabilité sociale des organisations (RSO), en vue de consolider durablement l'organisation.

Construire une stratégie et un plan de communication en s'appuyant sur des techniques et outils de communication adaptés, en vue de communiquer en interne et en externe sur l'organisation et de convaincre le public visé de la pertinence du projet porté.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Travaux écrits en collectif et soutenances orales, travail écrit en individuel

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Le coordonnateur de projet de solidarités est un professionnel chargé de concevoir, piloter et évaluer des projets de solidarité visant à répondre aux enjeux sociaux, économiques et environnementaux à l'échelle locale, nationale ou internationale. Son rôle est essentiel dans la mise en œuvre d'actions de développement, d'urgence humanitaire, de coopération internationale ou d'économie sociale et solidaire (ESS). Il intervient aussi bien au sein d'ONG, d'associations, de collectivités territoriales, d'institutions publiques ou encore d'organisations internationales. Son niveau d'expertise lui permet d'anticiper les évolutions des politiques publiques et des financements internationaux, et d'adapter les stratégies de projet en fonction des tendances socio-économiques et environnementales.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Agent de développement local

Animateur de réseaux

Chargé de mission

Chargé de projet

Chargé de programme

Coordonnateur de projet

Coordonnateur de programme

Coordonnateur de projet
Chef de projet
Responsable de projet
Responsable de programme
Responsable d'antenne
Responsable de service
Responsable de structure
Responsable de zone

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

Le métier de Coordonnateur de projet de solidarités ne fait pas l'objet d'une réglementation spécifique imposant une certification obligatoire ou un encadrement légal strict pour son exercice. Toutefois, son cadre d'action est influencé par plusieurs réglementations et normes qui encadrent les secteurs de la solidarité internationale, de l'économie sociale et solidaire (ESS), ainsi que du développement local.

1. Cadre réglementaire général du secteur de la solidarité internationale et locale

- Loi relative à l'économie sociale et solidaire (ESS) du 31 juillet 2014 : Cette loi définit les structures de l'ESS, qui sont parmi les principaux employeurs des coordonnateurs de projet. Elle encadre les statuts juridiques des associations, coopératives et fondations, ainsi que les conditions de financement et de gouvernance des projets solidaires.

- Code du travail et réglementation des contrats aidés et du volontariat : Les coordonnateurs peuvent être amenés à encadrer des volontaires internationaux sous divers statuts :

- o Volontariat de Solidarité Internationale (VSI) (Loi n°2005-159 du 23 février 2005, modifiée par l'article 8 de la Loi 2021-1031 du 4 août 2021)

- o Service Civique (Loi n°2010-241 du 10 mars 2010)

- o Ils doivent aussi appliquer le droit du travail lorsqu'ils recrutent des salariés, notamment en matière de gestion RH, droit des associations et contrats aidés.

- Cadre juridique des financements publics et européens : l'accès aux financements pour les projets de solidarité est encadré par des réglementations spécifiques :

- o Réglementation des financements de l'Agence Française de Développement (AFD)

- o Normes de transparence financière imposées par les bailleurs européens (ex. : Fonds européen de développement, Erasmus+, FSE).

2. Réglementation spécifique aux projets de solidarité internationale

- Normes humanitaires et principes éthiques

- o Principes humanitaires fondamentaux définis par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) (humanité, neutralité, impartialité, indépendance).

- o Adhésion aux standards internationaux de coordination humanitaire sous l'égide de l'ONU (Cluster System).

- o Normes du CHS Alliance et du Core Humanitarian Standard (CHS) sur la qualité et la redevabilité des actions humanitaires.

- Droit international et respect des populations bénéficiaires

- o Convention de Genève et droit humanitaire international, garantissant la protection des populations vulnérables.

- o Législation sur la protection des données (RGPD), essentielle pour la gestion d'informations sensibles dans les projets sociaux et humanitaires.

3. Réglementation applicable aux projets de coopération décentralisée et territoriale : les projets menés dans le cadre des collectivités territoriales sont soumis à des textes législatifs encadrant la coopération internationale des collectivités locales :

- Loi Thiollière du 7 juillet 2014 (Article L1115-1 du CGCT)

- o Autorise les collectivités françaises à financer et piloter des projets de coopération internationale et de solidarité.

- Circulaire du 2 juillet 2021 sur l'action extérieure des collectivités

- o Définit les modalités de coopération décentralisée et de soutien aux projets internationaux des territoires français.

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 854 €
Familles professionnelles (FAP)	L4X80 — Techniciens des services administratifs · tension 4/5 (Élevée) L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques · tension 4/5 (Élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée) L5X93 — Chargés d'études socio-économiques · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	16 565
Jugés difficiles à recruter	31 %
Emplois saisonniers	5 %
Familles professionnelles (FAP)	L4X80 — Techniciens des services administratifs L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) L5X93 — Chargés d'études socio-économiques L6X00 — Dirigeants de petites et moyennes entreprises de moins de 50 salariés

Voies d'accès

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

Être titulaire d'un niveau 6 en lien avec l'un des domaines suivants : social, santé, développement rural, économie sociale, environnement, gestion

Ou être titulaire d'un niveau 6 et posséder une expérience de six mois minimum dans l'un des domaines suivants : social, santé, développement rural, économie sociale, environnement, gestion

Ou être titulaire d'un niveau 5 et posséder une expérience de deux ans minimum dans l'un des domaines suivants : social, santé, développement rural, économie sociale, environnement, gestion

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, CANDIDATURE INDIVIDUELLE, VAE

2 membres extérieurs à l'autorité délivrant la certification, représentant les 2 principaux secteurs d'activité des candidats à la certification

1 membre représentant l'autorité délivrant la certification

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	8 183 €
Selon la branche	6 000 € – 8 884 €
Prise en charge	Branches concernées
8 183 €	Valeur par défaut · 207 branches
8 884 €	CPNE Travail Temporaire, CPNEFP de l'enseignement privé indépendant
8 000 €	CPNEF des acteurs du lien social et familial (ALISFA), CPNEFP de la Mutualité Sociale Agricole

8 366 €	CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes
6 000 €	CPNEFP de la métallurgie

Base légale

Date de décision	18/07/2025
Durée de l'enregistrement	5 ans
Date d'échéance de l'enregistrement	18/07/2030
Date de dernière délivrance possible	18/07/2034

Statistiques

Année	Certifiés	Dont VAE	Insertion 6 mois	Métier 2 ans
2023	31	1	100 %	74 %
2021	34	2	100 %	71 %

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RNCP36705

CORRESPONDANCES (PAR BLOCS)

RNCP35658, RNCP36705, RNCP39386

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/41124/>

Où se former

Formations référencées	19
Organismes	1
Régions couvertes	1
Prix indicatif	250 € – 3 400 €
Durée	7 – 112 h

Offre de formation — MonCompteFormation (Caisse des Dépôts), licence ouverte.

Se former en apprentissage

Formations en apprentissage	1
Organismes gestionnaires (CFA)	1
Organismes formateurs	1
Régions couvertes	1
Départements couverts	1

Organismes certifiés Qualiopi	1
Sessions	de 10/2025 à 08/2027

Catalogue des formations en apprentissage — réseau des Carif-Oref. Sans frais pour l'alternant : formation financée par l'OPCO de la branche (NPEC).

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	6
Parcours menés à terme	6
Taux d'achèvement	100 %
Période	11/2025 – 06/2026

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	12
Montant total engagé	11 500 €
Coût moyen par dossier	958 €
Durée moyenne	34 h
Période	10/2025 – 09/2026
France compétences	86 %
Reste à charge titulaire	9 %
Compte d'engagement citoyen	5 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.